



**PORTS RADE DE TOULON
ZI de Bregailon
663 av de la 1^{ère} Armée Française
83500 LA SEYNE**

———— C.C.A.P. ————
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**ACCORD-CADRE FOURNITURE ÉNERGIE
ÉLECTRIQUE POUR LE POINT DE LIVRAISON
CENAQ DU TERMINAL TOULON CÔTE D'AZUR**

**Entité Adjudicatrice conformément articles L. 1212-1 et L. 1212-3 3° du code de la
commande publique.**

Assistance : Studen
Tél : 06 28 97 32 35
Mail : studen@studen.fr

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent Accord-cadre porte sur la Fourniture récurrente d'énergie électrique active hors acheminement, responsabilité d'équilibre, mécanisme de capacité, CEE, services associés pour le point de livraison lié aux potences d'alimentation électricité active des navires à quai.

2 DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification du marché, pour une première période de deux ans. Passé cette date, le présent marché pourra se renouveler par tacite reconduction pour une période supplémentaire d'une année.

La durée des marchés subséquents passés sur la base de l'accord-cadre sera fixée dans les marchés subséquents. Le délai d'exécution du dernier marché subséquent ne peut excéder de plus de sept mois la date limite de validité de l'accord-cadre.

3 TYPE D'ACCORD CADRE

L'accord-cadre multi-attributaire passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents monoattributaires.

Le présent accord cadre s'exécutera par marchés subséquents dans les limites suivantes :

Volume	Volume maximum MWh /an
Sans minimum	10 000

4 RÈGLES DE CONSULTATION COMMUNES AUX MARCHES SUBSÉQUENTS

4.1 La mise en concurrence

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents conclus sur la base de cet accord cadre seront attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre concerné en prenant en compte l'évolution du marché de l'électricité.

Le nombre et la durée des marchés subséquents sont fixés par l'entité adjudicatrice en fonction de la survenance des besoins et de l'état du marché de l'énergie.

La notification d'un marché subséquent peut rendre effectif l'exercice des droits liés à l'éligibilité. Dans le souci permanent d'optimiser ses dépenses d'énergie, l'entité adjudicatrice remettra en concurrence régulièrement les titulaires de l'accord-cadre et de ce fait **chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution sans tacite reconduction.**

La mise en concurrence se fera dans les conditions précisées dans la lettre de consultation propre à chaque marché subséquent et sur la base des critères précisés à l'article 5 suivant.

Toute négociation est exclue lors de la passation des marchés subséquents.

L'entité adjudicatrice se réserve la possibilité, **soit d'attribuer le marché subséquent** au titulaire de l'accord-cadre dont l'offre de prix est économiquement la plus avantageuse en fonction du critère du coût unitaire global ou du PO marge dans le respect des dispositions de l'accord-cadre, **soit de renouveler la consultation à une date ultérieure**. Dans ce cas, le titulaire de l'accord-cadre ne peut prétendre à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

Chaque marché subséquent sera constitué d'un acte d'engagement et d'un ou plusieurs bordereaux de prix complétés, datés, signés sans rature, ni ajout ou surcharge par la personne habilitée.

5 CRITÈRE D'ATTRIBUTION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Conformément aux articles R. 2152-6 et R. 2152-7 du code de la commande publique, les marchés subséquents seront attribués à l'offre économiquement la plus avantageuse en fonction des critères indiqués ci-dessous :

Critère Coût unitaire global : 95 /100

Coût unitaire global exprimé en euros hors TVA, taxes, charges, contributions par MWh consommé sur la période de livraison demandée. Le titulaire précisera le montant des taxes, charges et contributions par MWh consommé, ainsi que les taux de TVA, à la date d'établissement de l'offre.

Le coût unitaire global comprend :

Pour l'électricité : le coût de l'énergie active, le coût des CEE et CEE précaires, le mécanisme de capacité, la responsabilité d'équilibre, le suivi personnalisé et les services associés.

Critère qualité de l'outil de suivi des consommations : 5/100

6 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

6.1 Pour l'accord-cadre :

- L'Acte d'Engagement (AE) et les bordereaux de prix (BPU) de la cotation indicative
- Le contrat d'accord-cadre
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le mémoire technique et l'offre du titulaire,

6.2 Pour les marchés subséquents :

- L'Acte d'Engagement (AE) et les bordereaux de prix (BPU)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Pièces générales communes à l'accord-cadre et marchés subséquents

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et prestations de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Les Lois relatives au secteur de l'énergie, les décrets et les textes d'application en vigueur.

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable à l'entité adjudicatrice.

Le présent accord-cadre constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent accord-cadre prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du Var et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Tous les documents remis sont datés et signés par le candidat, sans ajouts, surcharges ou ratures.

7 ASSURANCE

Le titulaire de l'accord-cadre doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité pour couvrir la réparation de tous les dommages humains, matériels et financiers causés par une faute professionnelle, intentionnelle ou non, résultant d'une interruption de mise à disposition d'électricité et ou d'une interruption de la responsabilité d'équilibre et de modulation auprès du Gestionnaire de Réseau concerné.

Autorisation ministérielle de fournisseur

Le titulaire doit disposer de l'autorisation ministérielle de fourniture et avoir signé un contrat avec ENEDIS. Le contrat sera attribué sous réserve que le titulaire justifie préalablement qu'il dispose des autorisations et contrats correspondants.

8 PRIX

8.1 Caractéristiques des prix

Les prix proposés par les candidats dans l'accord-cadre sont une cotation indicative correspondant à un prix unitaire correspondant à un volume de MWh consommés.

Les prix proposés pour les marchés subséquents sont des prix unitaires globaux correspondant volume prévisionnel de MWh consommés pour toute la durée du marché.

Les prix dans les marchés subséquents devront être fermes non révisables pour une offre 100 % marché, pour toute la durée définie pour chacun des marchés subséquents.

Le prix de l'électricité dans les marchés subséquents sera sans part fixe d'abonnement, exprimé en euros hors taxe par MWh consommé.

8.2 Clause butoir

En cas de variation des tarifs de plus de 20 % du marché subséquent en cours d'exécution à la hausse constatée par rapport à ses derniers achats, la CCI se réserve le droit de ne pas donner suite aux propositions recueillies pour son marché subséquent, et de conclure le marché en dehors de l'accord-cadre. La mise en œuvre de cette clause ne met pas fin à l'accord-cadre qui reste en vigueur entre les parties.

9 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

9.1 Règlement

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique.

Les règlements seront effectués, par virement dans un délai global de 30 jours.

Ce délai s'apprécie à la date de réception de la facture conforme, à condition que le service soit fait.

9.2 Demande de précisions

Pour toute demande de précisions ou d'explications sur les modalités d'évolution des composantes de la facturation, le titulaire d'un marché subséquent s'engage à :

- accuser réception par mail sous 24 heures ;
- apporter une réponse provisoire écrite sous 5 jours ouvrés ;
- adresser une réponse complète écrite sous 21 jours ouvrés.

Une suspension du délai de paiement peut être également prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du titulaire, signifiée par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément au CCAG.

9.3 Intérêts moratoires

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

10 FACTURATION

Toutes les composantes tarifaires de la fourniture d'énergie électrique active, des composantes éventuelles du TURPE du mécanisme de capacité, taxes, charges et contributions, sont facturées chaque fin de mois, **à consommations et termes échus**.

Les factures élaborées suivant les consommations communiquées par le Gestionnaire de Réseau comportent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché,
- les points de livraison concernés et les données techniques,
- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- le prix unique de l'énergie active avec ou sans différenciation horosaisonnaire et sans part fixe d'abonnement,
- les frais de soutirage RTE éventuels,
- les coûts des CEE et du mécanisme de capacité,
- les relevés d'index de comptage en KWh,
- le taux et le montant de la T.V.A, des taxes, charges et contributions,
- les montants exprimés en €/MWh HTT et TTC,
- la date d'établissement de la facture, et
- les conseils de suivi et d'optimisation.

10.1 Évolution des composantes / CEE / mécanisme de capacité

Toute évolution réglementaire peut être répercutée sans marge. Dans ce cas, il y a lieu de joindre à la facture concernée le texte applicable et la fiche de calcul détaillée.

11 AVANCE

Conformément aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12 du code de la commande publique, une avance forfaitaire pourra être versée au titulaire d'un marché subséquent qui le demande.

11.1 - Conditions de versement et de remboursement

Conformément à l'article 11.1 option B du CCAG FCS, il pourra être versé une avance du montant du marché dans les conditions définies à l'article R.2191-7 code de la commande publique.

Une avance est accordée pour chaque marché subséquent d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du marché subséquent si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché subséquent divisé par cette durée exprimée en mois.

Cette avance sera remboursable dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 à R.2191-19.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

11.2 – Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier, au titre du marché subséquent considéré, de la constitution d'une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, d'une caution personnelle et solidaire à concurrence de 100 % du montant de l'avance.

Le délai global de paiement ne peut courir avant la réception de cette caution ou de cette garantie.

12 POINTS DE LIVRAISON/DONNÉES TECHNIQUES

12.1 Les points de livraison et les données techniques sont précisés dans chaque bordereau de prix

L'entité adjudicatrice communique pour chaque point de livraison les données techniques suivantes :

- Identification de chaque site,
- La référence d'acheminement et/ou de comptage,
- La consommation prévisionnelle sur la durée du marché subséquent.

12.2 Évolution prévisionnelle du périmètre des points de livraison

Les sites et les consommations prévisionnelles seront donnés lors de la passation des marchés subséquents et confirmés à la mise au point du marché avec le titulaire retenu.

Le titulaire d'un marché subséquent avec contrat unique, en sa qualité de seul intervenant autorisé auprès du gestionnaire de réseau concerné, vérifie et effectue la mise à jour des données techniques et informe sans délai, par écrit, l'entité adjudicatrice des modifications apportées, à tout moment au cours du marché.

13 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire s'engage à assurer la confidentialité de l'accord-cadre confié ainsi que des documents et informations de toute nature concernant l'entité adjudicatrice.

14 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

L'entité adjudicatrice et les fournisseurs sont tenus au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elles ont accès pour les besoins de l'exécution du contrat d'accord-cadre.

Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Obligations des titulaires de l'Accord-Cadre

Les titulaires s'engagent à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités de l'Accord-Cadre et des marchés subséquents,
- Traiter les données conformément aux instructions de l'entité adjudicatrice,
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat d'Accord-Cadre.

Mesure de sécurité des données à caractère personnel

Les titulaires s'engagent à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données

Au terme de la prestation de fournitures et services relatif au traitement de ces données, les titulaires s'engagent à détruire toutes les données à caractère personnel.

Obligations de l'entité adjudicatrice

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- Fournir à chaque TITULAIRE les données nécessaires à sa prestation,
- Veiller au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données personnelles.

15 PÉNALITÉS

15.1 Pénalités pour retard dans la fourniture d'énergie

Lorsque le délai contractuel d'exécution d'un marché est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 0.2 % du montant du marché annuel en €HT par jour de retard et les pénalités des gestionnaires de réseaux, consécutives à un manquement d'exécution, seront automatiquement à la charge du titulaire du marché subséquent.

15.2 Pénalités pour défaut de communication des données techniques

Lorsque le titulaire d'un marché subséquent ne communique pas à l'entité adjudicatrice la mise à jour ou les modifications des données techniques d'un ou plusieurs points de livraison celui-ci encourt une pénalité forfaitaire équivalente à l'ensemble des frais occasionnés par ce manquement.

15.3 Pénalités pour absence aux réunions

Toute absence non justifiée à une réunion organisée par l'entité adjudicatrice pourra être sanctionnée par une pénalité de 200 € HT.

15.4 Pénalités pour envoi tardif de factures ou envoi de facture rectifiée

10€/jour de retard au-delà de 30 jours après la fin du mois de consommation ou la demande de rectification.

16 RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

L'accord-cadre et les marchés subséquents peuvent être résiliés conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

17 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITULAIRES ÉTRANGERS

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le tribunal administratif de TOULON est seul compétent. La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro (s) reste inchangé en cas de variation de change. Tous les documents doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

18 TRIBUNAL COMPÉTENT

En cas de contestations relatives au déroulement de la présente consultation, le tribunal administratif de TOULON sera seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

Coordonnées du tribunal administratif de TOULON
5 rue RACINE 83000 TOULON
Téléphone : 04 94 42 79 30
Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr

Voies de recours

Référé pré-contractuel (article L. 551-1 du code de justice administrative) jusqu'à la date de signature du marché. – **Référé contractuel** (articles L. 551-13 à L. 551-16 du code de justice administrative) dans un délai de 1 mois à compter de la publication d'un avis d'attribution au Journal Officiel de l'Union Européenne et dans un délai de 6 mois à compter de la notification du marché dans les autres cas.

- **Recours de pleine juridiction** : par tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de la parution de l'avis d'attribution annonçant la conclusion du marché.
- **Recours pour excès de pouvoir** contre les actes détachables dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision contestée.

19 DÉROGATION

L'article 15 « Pénalités » du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 14 du CCAG/FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.